

L'Étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire



PSA Poissy

Lundi 17 juin 2019

L'« Acte II » de Macron-Philippe, mal parti !

La semaine dernière, le Premier ministre Édouard Philippe a présenté « l'acte II » de la présidence Macron. Le gouvernement compte continuer ses réformes au service des plus riches. Il comptait les imposer sans faire de remous, une fois les élections européennes passées, tout en misant sur le fait que les dernières manifestations de Gilets jaunes ont rassemblé moins de monde. Mais les cendres sont encore chaudes... Et puis, surtout, voilà que le gouvernement est tombé sur un os, celui de la grève des urgences, ce miroir grossissant de l'ensemble de la situation sociale. Sans compter la colère des profs, mais aussi une grève annoncée à Radio France et bien d'autres colères qui pourraient s'exprimer contre les baisses d'effectifs, les conditions de travail, le management agressif, les licenciements, les bas salaires, dans pratiquement tous les secteurs.

Urgences en lutte, urgence sociale

En première ligne, donc, les grévistes des urgences hospitalières. Alors que le nombre de patients accueillis aux urgences a doublé en 25 ans, sans que les effectifs suivent, les soignants doivent entasser les malades dans les couloirs après les avoir fait patienter des heures. Des conditions inhumaines et intenable, qui entraînent parfois le décès de patients et poussent les soignants à l'épuisement... et à la révolte.

Ils réclament une augmentation de salaire de 300 euros, des embauches et des moyens supplémentaires. Tout le monde du travail peut se reconnaître dans cette lutte qui ne cesse de s'étendre : plus de 110 services d'urgences, à ce jour, sont en grève !

Dans la panique, la ministre de la Santé, Agnès Buzyn, a offert aux urgentistes, jeudi dernier, une enveloppe de 70 millions d'euros. En fait un cadeau très gonflé, d'une part parce que l'annonce de la « prime Buzyn » de 100 euros (très circonscrite) ne dupe pas plus les grévistes que la prime Macron n'avait abusé les Gilets jaunes. D'autre part parce qu'il faut retirer des 70 millions annoncés les 15 millions d'euros destinés à la période estivale « juillet et août », ni plus ni moins que ce qui est prévu habituellement en remplacement des congés d'été.

Les profs s'y mettent

Cela fait des mois que les enseignants protestent contre les réformes de l'Éducation nationale : suppression de plus de 2 000 postes dans les collèges et lycées, baisse des moyens, voie professionnelle sacrifiée, recours à des con-

trats précaires, flicage des enseignants... Et voilà qu'ils passent à l'action : nombreux sont ceux qui ont fait grève ce lundi lors des surveillances du bac, et se sont rassemblés devant les lycées et les rectorats.

Ne pas leur laisser de répit

Les salariés de Radio France sont appelés à la grève pour ce mardi 18 juin, contre un plan de réduction d'effectifs à coups de prétendus « départs volontaires », une « réorganisation du temps de travail » et la suppression de jours de congés. Autant de mesures que nous connaissons trop bien dans le privé comme dans le public.

Au bout du compte, c'est bien cet « acte II » macroniste qui pourrait fédérer nos colères. Il y a la grosse arnaque de l'annonce sur les retraites : pas touche à « l'âge légal », a dit Édouard Philippe, mais « un âge d'équilibre » au-delà de 62 ans, pour inciter à travailler plus longtemps, faute de quoi pas question de toucher sa retraite à taux plein.

Ensuite, cap sur « la réforme de la Fonction publique », qui prolonge la promesse de Macron de supprimer 120 000 postes de fonctionnaires. Quant à la réforme de l'assurance chômage, elle va permettre de réduire les aides d'une partie des allocataires (les plus aisés pour amorcer la suite) tout en allongeant la durée d'activité ouvrant droit à l'indemnisation.

Le rythme des réformes n'a pas changé : à nous donc d'aller aussi vite. Contre ce gouvernement des riches et du grand patronat, faisons nôtres l'obstination et la ténacité des Gilets jaunes qui depuis des mois, de semaine en semaine, défient le pouvoir.

Poussière sous le tapis

En fin de semaine dernière, il y avait encore plus de 900 caisses sur le parking Retouche. La direction a fait un communiqué interne pour s'inquiéter et annoncer que la direction Europe de PSA fixait un objectif d'en-cours vide au 30 juin pour le Bout d'Usine (Retouche) de chaque site. Ces stocks coûteraient trop cher et surtout les résultats semestriels de groupe PSA doivent être les meilleurs possibles avant le 1^{er} juillet. Il ne faudrait surtout pas inquiéter les actionnaires.

C'est sa magouille

La direction a décidé d'annuler 2 séances de travail (samedi et dimanche prochain), pour désengorger la Retouche. Elle veut faire un jeu de cache-cache pour transformer de mauvais résultats qualité en bons résultats financiers.

En réalité les D34 et 208 envahissent la Retouche car l'équilibrage des postes est pourri. Les pièces fournisseurs sont commandées avec des défauts de conception et sont modifiées à l'extérieur sans argent et sans temps. La direction a beau jeu après de demander des efforts aux salariés en prétextant que ça ne va pas.

Deux séances en moins, nous, ça nous va : marre de passer les week-ends à l'usine.

Misérable

B2 Montage, la D34 c'est beaucoup de bricolage : les ouvriers de chaînes doivent coller des mousses ou des boutons sur des consoles, coller des faisceaux principaux sur l'estrope du tablier, etc. Beaucoup de pièces sont mal ajustées, mal calibrées, il y a trop de jeu... Alors il faut cacher la misère.

Mais notre misère à nous est bien visible : toute cette improvisation nous rajoute du travail. C'est à la direction d'investir dans des études avant de lancer les véhicules, et pas à nous de rattraper ses erreurs.

Une intelligence un peu limitée

B2 Montage, MV3, pour les 4 salariés de la Fosse, la direction a fait rajouter l'installation des 4 enjoliveurs de poignée de porte intérieure sur les 208. Puisque les pièces en bord de ligne de la DS3 sont parties, la direction s'est dit qu'il y avait de la place et donc qu'on pouvait rajouter des pièces à monter... raisonnement totalement fumeux. À l'origine ces postes étaient pour de restrictions médicales, depuis des semaines ils étaient surchargés : là c'est pire.

La RG de l'équipe 12 a validé le travail supplémentaire. Si elle essayait elle-même, on verrait combien de temps elle tiendrait au poste. Au lieu de se la raconter, elle ferait mieux de refaire l'équilibrage.

Du premium avec un manche à balai

Au Ferrage B3, PSA a investi des centaines de milliers d'euros pour installer toute une zone d'îlots robotisés pour la D34. Par contre quelques mètres plus loin, les salariés travaillent sur leur vieille ligne de production MEL : depuis des semaines les salariés galèrent avec une machine de fixation qui reste bloquée. Pour la remettre en service, on doit utiliser régulièrement, sur la pointe des pieds, un manche à balai pour activer en hauteur une antenne de capteur. Et niveau sécurité, la ligne MEL est loin d'être au top : en quelques jours, il y a eu 2 accidents avec des chariots de transfert de portes.

Elle est belle l'usine premium...

Cherchez l'erreur

À la Peinture, secteur des Cordons, depuis des semaines, les salariés Trigo du poste 1 doivent soulever le lourd volet arrière de la D34 sans équilibreur de charge. Juste à côté au poste 5, il y en a un qui ne sert pas. C'est quoi la logique ?

Stéphane Plaza version Alcatraz

Au Rappy, le directeur réduit les espaces de pauses en Finition Laques et a fait déplacer l'antenne du CE.

Il voudrait aussi déménager les bureaux des Méthodes, actuellement dans des locaux avec fenêtres et lumière du jour, pour les mettre au cœur du bâtiment Peinture, dans des locaux moins spacieux, éclairés uniquement aux néons. Officiellement c'est pour rapprocher les techniciens des différents secteurs de production. Ambiance prison pour que les techniciens se sentent plus proches des ouvriers ?

Grève de sous-traitants à l'usine Smart

À l'usine Smart de Lorraine, une grève des sous-traitants a ralenti la production. Sur le site, 800 ouvriers sont Mercedes, mais près de 800 sous-traitants y sont mobilisés. Des débrayages ont eu lieu chez Faurecia (filiale de PSA), SAS Automotive et Magna Uniport (en grève pendant deux semaines) contre les restructurations et suppressions de postes. Tous les sous-traitants sont menacés l'annonce de la fin d'un modèle. Smart, qui appartient à Mercedes, avait pourtant imposé il y a quelques années une baisse de salaire par un chantage à la fermeture.

Au moment où les fermetures de sites et licenciements menacent des milliers de salariés partout en France, de General Electric à Ford en passant par Whirlpool, il est plus que jamais nécessaire de se coordonner pour lutter.